

ILS N'ÉTOUFFERONT PAS

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

La PAROLE aux TROTSKYSTES

Le Coup du Père François

M. Defferre, Secrétaire d'Etat socialiste de l'Information, donne l'ordre de saisie de la VERITE.

A la suite de quoi des camarades ouvriers, instituteurs, intellectuels, employés, sont gardés une demi-journée dans les commissariats de M. Le Troquer, ministre socialiste de l'Intérieur. Le cynisme va jusqu'à extorquer sur leur maigre salaire une amende de 20 francs pour « scandale sur la voie publique »!

Le moins qu'on pouvait attendre de M. Defferre, c'est qu'il donne une explication de cette nouvelle agression contre la liberté de la presse.

Mais M. Defferre, son coup fait, a refusé de recevoir, mercredi 20 février, une délégation de notre parti!

Il ressort clairement de conversations avec ses collaborateurs directs que l'Information reconnaît que, depuis septembre 44 — date à laquelle fut déposée la demande d'attribution à la VERITE du papier auquel elle avait automatiquement droit comme organe paru clandestinement — il y a eu un SABOTAGE conscient des ministres successifs: Teitgen, Soustelle, Malraux. Defferre fait mieux: il saisit la VERITE.

Le prétexte invoqué est purement administratif: le manque de papier. Et pourtant le P.R.L. étale sa propagande fasciste et des millions d'exemplaires d'une presse réactionnaire paraissent tous les jours. Il s'agit, en réalité, de l'opération politique suivante: étouffer toute expression des revendications ouvrières, étouffer la parole trotskyste.

Au cours de ces conversations, l'Information nous a donné les assurances formelles suivantes: le dossier de « la Vérité », tenu sous le boisseau depuis UN AN ET DEMI, passera PAR PRIORITE devant la prochaine session de la Commission Consultative de la presse qui doit donner son avis technique sur les nouvelles par-

tions. Cette session se tient le lundi 24 février.

L'autorisation sera visée dans la même semaine par le Secrétaire d'Etat Defferre.

Nous ne tolérerons pas une nouvelle manœuvre dilatoire: vingt fois depuis un an et demi des promesses semblables nous ont été faites, mais vingt fois l'Information s'est inclinée devant la pression conjuguée des agents des trusts, des naphthalinards et de l'ambassade du Kremlin.

LA VERITE continuera à paraître. Il n'est pas question pour elle de se laisser faire le coup du père François par les bureaux de M. Defferre. Si le gouvernement est décidé à pourchasser toute expression ouvrière libre pour masquer aux travailleurs la faillite complète de sa politique de coalition avec

les agents des trusts, il devra FAIRE LE PROCES DU TROTSKYISME. Assez de dérobades, assez de calomnies, finies les manœuvres! Messieurs les Ministres, il faut prendre vos responsabilités devant la classe ouvrière!

Votre offensive contre LA VERITE ouvre votre campagne électorale. Vous voulez bâillonner la VERITE, parce que vous avez peur de la vérité tout court, celle que nous avons dite continuellement aux travailleurs dans ces colonnes. Trop timorés pour prendre l'offensive contre la bourgeoisie affameuse, vous espérez cacher votre faillite et maintenir la classe ouvrière dans un attentisme désastreux en étouffant toute presse ouvrière d'opposition. Mais nous ne nous tairons pas...

Contre les vendeurs de « LA VÉRITÉ »

Les Chefs du P.C.F. appellent la Police

Dimanche 17, rue Mouffetard, nos camarades vendent la Vérité. Quelques copains les accompagnent. La clientèle ouvrière grandit depuis un mois. Les diffuseurs de l'Humanité, d'abord hostiles, commencent eux-mêmes à faire un échange régulier avec nos diffuseurs. Le péril est trop grand pour les bureaucrates staliniens. Des forces ont été mobilisées qui vont saboter la diffusion de la Vérité. Voyant que nous refusons de donner prise à la provocation, les staliniens passent à l'offensive. Parmi eux il y a certes des militants honnêtes du P.C.F., mais aussi des éléments douteux, visiblement payés pour provoquer le désordre. Bientôt les flics arrivent, frappent et arrêtent plusieurs camarades. De nombreux militants du P.C.F. se laissent entraîner à agir comme des provocateurs, en désignant tel ou tel de nos camarades à la répression

policière. Les arrestations sont faites à sens unique. Seuls les trotskystes sont emmenés au Poste. Une militante stalinienne arrêtée par « erreur » est relâchée aussitôt.

Ce même dimanche, des bagarres semblables avaient lieu au Kremlin-Bicêtre et à Puteaux où plusieurs militants trotskystes furent également arrêtés. Les chefs du P.C.F. ont peur de l'influence grandissante du P.C.I. Ils craignent de nous voir remporter des succès retentissants aux prochaines élections. Tous les moyens sont bons, même l'appel aux flics de Guoin-la-Famine.

Nous ne nous laisserons pas bâillonner. La lutte sera violente, mais nous la mènerons jusqu'au bout. Nous avons déjà avec nous de larges couches de travailleurs qui ont compris que le P.C.I. est aujourd'hui le seul Parti Révolutionnaire.

POURQUOI « LA VÉRITÉ » EST SAISIE

Le P. C. I. est contre le blocage des salaires, la bourgeoisie et les partis ouvriers pourchassent son journal « La Vérité ».

Les travailleurs, de plus en plus nombreux, connaissent les campagnes que mènent « La Vérité » pour la défense de leurs conditions d'existence. Le patronat et les gouvernements De Gaulle et Guoin ont conduit le pays à la faillite, le ministre socialiste de l'Information ordonne la saisie du seul organe qui appelle les ouvriers à l'action pour se protéger contre l'offensive des trusts.

Le gouvernement Guoin-Phillip ne veut pas que les travailleurs sachent qu'il s'appête à vendre les immeubles des entreprises nationalisées aux capitalistes pour renforcer la mainmise des capitalistes sur l'économie du pays.

Le gouvernement Guoin-Phillip ne veut pas que les travailleurs de la fonction publique connaissent dans le détail les mesures que prend le ministre Thorez, du P.C.F., et qui vont aboutir à jeter sur le pavé des centaines de milliers de fonctionnaires.

Le ministre Tillon ne veut pas que les travailleurs sachent que l'on s'appête à vendre les usines Gnome et Rhône à un trust américain.

Le ministre Croizat ne veut pas que les travailleurs sachent que c'est sur son injonction que le projet, demandant que 5 heures supplémentaires soient payées selon les conventions collectives, a été abandonné.

Le ministre Croizat ne veut pas que toute la lumière soit faite sur la grève des imprimeurs. Pour briser le mouvement revendicatif des travailleurs du livre, il a employé les pires calomnies. La Vérité a fait le point à plusieurs reprises, la campagne qu'elle mène doit cesser...

Les dirigeants du P.C., du P.S. et de la C.G.T. ne veulent pas que les mineurs sachent qu'un blanc-seing a été donné par l'ensemble des députés, au Conseil des ministres, pour qu'il rédige le « Statut des Mineurs ». Les travailleurs des mines pourront être consultés, mais le gouvernement est seul qualifié pour définir et décider des revendications ouvrières.

Le gouvernement et les dirigeants du P. S. et du P.C.F. ne veulent pas que l'on dise à la classe ouvrière que toutes les mesures prises par eux ne visent qu'à renforcer la main-mise des capitalistes.

Ils ont peur de la Vérité et du P.C.I., le seul Parti des revendications ouvrières.

Seule « LA VÉRITÉ » DÉFEND L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

Seule « LA VÉRITÉ » exige un Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. sans ministres capitalistes et sans calotins

Seule « LA VÉRITÉ » DÉNONCE LES MASSACRES de l'Indo-Chine et exige la libération immédiate des Peuples coloniaux

C'est pourquoi GOUIN-LA-FAMINE l'interdit

UN CONGRÈS D'UNANIMITÉ

Les Mineurs sont invités à produire à outrance A qui cela profite-t-il ?

Le Congrès des mineurs qui s'est tenu à Montceau-les-Mines marque une étape importante sur voie de l'incorporation de la C.G.T. à l'Etat.

Dès l'ouverture du Congrès on est plongé en pleine atmosphère officielle avec les allocutions du préfet de Saône-et-Loire et du sous-secrétaire d'Etat à la Production. Les Marseillaises succèdent aux Marseillaises. A la fin du Congrès, arrivée à grand spectacle de Maurice Thorez: défilés militaires, parade de gardes mobiles, etc...

Toutes les décisions ont été prises à l'unanimité et la moindre velléité d'opposition écrasée par la grosse artillerie des responsables syndicaux.

Justifier et imposer aux mineurs la politique de production à outrance, voilà la préoccupation dominante des bureaucrates stalinien. Cependant, quelques inquiétudes ont néanmoins percé au travers des interventions des délégués:

Etat de plus en plus lamentable de l'outillage;

Fatigue extraordinaire des mineurs et recrudescence de la silicose et de la tuberculose;

Crainte de « mouvements spontanés de protestation » contre la politique actuelle.

Le Bureau de la Fédération des Mineurs a été obligé de mettre l'accent sur les revendications obtenues: augmentation des salaires, mise en route du « Statut du Mineur », augmentation des retraites, amélioration du ravitaillement, etc...

Il faut croire néanmoins que ces solutions s'avèrent insuffisantes puisque les jeunes se détournent de plus en plus de la mine.

Un responsable a indiqué « qu'il avait eu des orbes sur les bras ». Duguet a prêché la prudence et multiplié les appels au calme.

Le délégué des ingénieurs, Armanet, a déclaré à la tribune: « Si les nationalisations ne sont pas faites, nos efforts risquent d'être vains ».

Et on a pu parler au Congrès, à juste titre, de « caricature de nationalisations », dans les Houillères du Nord.

Dans cet état d'anarchie économique où se débat la production minière, l'augmentation de la production repose sur l'augmentation du rendement individuel, cela signifie pour le mineur, la surexploitation, l'usure prématurée et la maladie.

Dès maintenant les mineurs doivent obtenir une augmentation de salaire correspondant réellement à l'accroissement du coût de la vie. Seule l'échelle mobile garantira leur pouvoir d'achat. Le Statut des Mineurs ne peut être élaboré que par les Travailleurs et non par le Conseil des Ministres, ainsi que l'a décidé à l'unanimité la Constituante. Nationaliser sans indemnité, ni rachat (sauf pour les petits porteurs), l'ensemble des bassins miniers et remettre la gestion des mines à des Comités composés d'ouvriers, d'employés, de techniciens. Supprimer l'anarchie par un Plan de la Production minière, élaboré par la C.G.T. et les Comités de Gestion. Voilà les seules mesures qui permettent d'enrayer « la désertion des mines », d'améliorer le sort des mineurs et de remettre en marche la production minière.

La Calomnie

n'a pas de prise

Aux usines Ratier, à Montrouge, notre camarade Alline a été attaqué dans le journal de la cellule communiste de l'usine. On a essayé de le faire passer pour un partisan de la victoire hitlérienne. Malheureusement pour les calomnieurs, notre camarade travaille dans cette usine depuis 7 ans et les camarades qui le connaissent depuis longtemps ont été indignés du procédé employé contre lui. Certains d'entre eux qui travaillaient avec lui à « Air Equipement », à Bois-Colombes, se rappellent fort bien que sa combativité pendant les grèves lui avait valu d'être congédié « à titre d'exemple » par la Direction. Tous les meilleurs camarades de la section syndicale avaient alors pris leurs comptes pour se solidariser avec lui.

Pendant l'occupation, le responsable actuel du P.C.F. aux usines Ratier lui avait demandé de faire tous les mois une collecte pour les familles des camarades déportés ou fusillés par la Gestapo. Notre camarade a accompli cette tâche de solidarité prolétarienne pendant toute l'occupation. Aussi, quand le journal stalinien de l'usine a essayé de le faire passer pour hitlérien, les ouvriers ont vivement réagi et essayé de faire comprendre aux stalinien que, s'ils n'étaient pas d'accord politiquement avec Alline ce n'était pas une raison pour essayer de le salir ».

VÉRITÉS...

des Gens à qui il faut rafraîchir la mémoire

Du haut de la Tribune du Congrès du Syndicat National des Instituteurs, Neumeyer fixait l'échéance de la bataille pour la revalorisation des traitements des fonctionnaires au 1^{er} février. Le 1^{er} février est arrivé et M. Neumeyer a oublié la revalorisation des traitements, l'échelle mobile et toutes ses déclarations. Que voulez-vous, M. Neumeyer était pris entre le marteau et l'enclume: lutter pour défendre les fonctionnaires ou rester en bon terme avec ses amis socialistes du Gouvernement. M. Neumeyer a su choisir: décembre il ne pouvait pas rompre avec d'aussi vieux amis.

En novembre 1945, Tournemaine déclarait: « Si les ultimes démarches au sujet de la revalorisation des traitements n'aboutissent pas, le Bureau Fédéral prendra toutes les dispositions d'action « jusques et y compris la grève ».

Aujourd'hui, Tournemaine ne parle plus de la revalorisation mais est d'accord pour la hausse des tarifs et appuie les mesures de compression des effectifs.

Les bandes fascistes se regroupent

Mais c'est "LA VÉRITÉ" que l'on saisit

Les bandes fascistes se reforment. Les grandes Compagnies d'Assurances financent à coup de millions le Parti Républicain de la Liberté, parti de la dictature. C'est le moment qu'a choisi le Gouvernement où communistes et socialistes sont en majorité pour interdire La Vérité, l'organe du P. C. I. qui appelle les travailleurs à s'organiser pour exterminer les bandes fascistes. Les travailleurs riposteront en organisant le Front unique pour liquider la menace fasciste.

Indochine S.O.S.

Il n'y a pas d'argent pour acheter du blé.

Il n'y a pas d'argent pour revaloriser la fonction publique.

Mais il y a des milliards et des milliards pour financer la campagne d'Indochine, où les généraux français noient dans le sang la révolte d'un peuple qui veut être libre.

Le P. C. I. est le seul parti qui appelle les travailleurs français à soutenir la lutte du peuple indochinois et qui réclame la LIBÉRATION IMMÉDIATE de l'INDOCHINE.

TRAVAILLEUR

Le Parti Révolutionnaire a besoin de ton soutien
Il faut 1 million pour la Campagne Électorale.

Les 20 francs que tu donnes au P. C. I.

c'est demain au Parlement un Député révolutionnaire qui votera

contre LES DÉCRETS DE FAMINE
et le BLOCAGE DES SALAIRES

contre LES CRÉDITS A LA D.G.E.R. ET AUX
ASSASSINS DES PEUPLES COLONIAUX

UN DÉPUTÉ qui luttera pour l'amélioration du sort
des Travailleurs et la REVOLUTION SOCIALISTE

AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE en Seine-et-Oise

Presque toutes les sections sont venues au Congrès administratif avec des motions de blâme à la C. A., parce que c'était le seul moyen de manifester leur opposition. Le courant était si fort que le secrétaire fédéral, Metayer, député de Seine-et-Oise, demanda au Congrès lui-même, de voter contre son propre rapport et pro- pre C. A. en disant: « le groupe parlementaire lui-même est contre le Comité directeur et dans le groupe parlementaire les opposants les plus décidés sont ceux de Seine-et-Oise. Vote de blâme unanime contre la C. A.

PERMANENCES DU P. C. I.

PARIS, 19, rue Daguerre, 14^e.
Tous les jours de 15 h. à 20 h. et le dimanche de 9 h. à 12 h.

GRENOBLE, Café Mayoussé, place Bir-Hakeim (ex place Malakoff).
Samedi 17 h. à 19 h.

BORDEAUX, 34, Cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse.
Tous les soirs de 18 h. à 20 h. et le dimanche matin.

CLERMONT-FERRAND, place Gaillard, Café National.
Tous les samedis de 16 h. à 19 h. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

SAINT-ETIENNE, place du Peuple, Café Besset.
Tous les samedis de 17 à 19 h.

Pour défendre les Revendications Ouvrières

LA PAROLE aux TROTSKYSTES

Autorisation de la "VÉRITÉ"

MILITANTS SOCIALISTES, JEUNES SOCIALISTES

VOTEZ dans vos Sections des motions de protestation contre la saisie de "LA VERITE"

Envoyez-les par télégramme au Ministre de l'Information, M. DEFERRE, membre du Parti Socialiste, 34, av. Friedland